

## Politique salariale 2011

« Ils nous prennent vraiment pour des cons ! »

		Politique Salariale 2010	Politique salariale 2011 Proposition Direction au 04/01/2011
<b>Collaborateurs</b>	Augmentations Générales	1,2 % au 01/07/2010 avec un minimum de 32 €	1,1 % au 01/04/2011
	Augmentations Individuelles	1,1 % 0,5 % au 01/07/2010 0,5 % au 01/10/2010 0,1 % pour les écarts H/F au 01/07/2010	1,1 % au 01/07/2011
<b>Cadres</b>	Augmentations Générales	0	0
	Augmentations Individuelles	2,5% au 01/07/2010 avec un mini garanti à 1,2 %	2,3 % au 01/07/2011

### Autres informations fournies par la Direction:

\* un tableau « Collaborateurs -Ancienneté dans le coef. Par rapport à 2010 » (voir au verso).

\* il n'y aurait pas de mesure complémentaire pour la politique salariale 2010.

\* sur les 729 salariés composant la catégorie Collaborateurs, 586 ont été concernés par l'application du talon à 32 €

\* il existe un principe du Groupe Safran repris par SPS, de n'attribuer aucune augmentation générale aux Cadres. Pour l'année 2010, 49 d'entre eux n'ont bénéficié d'aucune augmentation.

\* en l'absence de signature, la Direction appliquera une décote sur les dernières propositions.

\* quant aux primes à part variable, sans apporter la moindre information, la Direction a confirmé leur maintien.

Petit rappel : 600 000 €/ 1100 salariés / 12 mois

= 45 Euros brut mensuel pour tous.

### Position SUD :

Il est clair que la Direction joue la carte de la provocation. N'ayant pas obtenu la moindre signature en 2010, elle ose faire une proposition inférieure à l'an dernier.

Plus fort, sous prétexte qu'elle souhaite la signature d'un accord, elle instaure un principe de « chantage » à la signature. Pourtant, sans le moindre accord, elle ne renonce pas à l'attribution des primes à part variable pour les 3 BS et plus.

Une nouvelle fois, SUD a dénoncé cette politique salariale basée sur l'exclusion. Nous ne pouvons pas nous résigner à accepter qu'il existe des « laissés-pour-compte » à SPS.

Nous sommes face à un problème de société : d'un côté des salariés n'ayant plus l'assurance du maintien de leur pouvoir d'achat et d'un autre des dirigeants qui n'ont aucun scrupule à s'accaparer des montants conséquents.

Plutôt que d'accompagner la Direction dans sa logique de rémunération (primes, CESU, bons d'achat,...), SUD a demandé une autre répartition des richesses :

**AUGMENTATION GÉNÉRALE  
UNIFORME pour TOUS.**

Prochaine réunion : 11 janvier 2011